

Convention collective

**IDCC : 8832. – EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES
(Haute-Loire et Lozère)
(11 août 1982)**

(Étendue par arrêté du 30 novembre 1982,
Journal officiel du 20 janvier 1983)

**AVENANT N° 82 DU 24 JANVIER 2017
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} JANVIER 2017**

NOR : AGRS1797085M

IDCC : 8832

Entre

FDSEA de la Haute-Loire

FDSEA de la Lozère

FDCUMA de la Haute-Loire

FDCUMA de la Lozère

UNIPHOR

UR des entrepreneurs des territoires d'Auvergne

D'une part, et

CGT-FO des salariés en agriculture de la Haute-Loire

CGT-FO des salariés en agriculture de la Lozère

UD CFTC de la Haute-Loire

SGA CFDT de la Haute-Loire

UD CFE-CGC de la Haute-Loire

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'annexe II « Salaires » de la convention collective sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« Exploitations et entreprises agricoles

(Exploitations agricoles de polyculture, d'élevage, de culture ou d'élevage spécialisés, de maraîchage, d'horticulture, de pépinière; coopératives d'utilisation de matériel agricole; entreprises de travaux agricoles, ruraux et forestiers de la Haute-Loire).

À compter du 1^{er} janvier 2017, les salaires minimaux applicables sont fixés selon la grille ci-après :

1. Personnel d'exécution

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	TAUX HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (base 35 heures par semaine, soit 151,67 heures)
I	1	100	9,76	1 480,30
	2	110	9,78	1 483,33
II	1	120	9,90	1 501,53
	2	130	10,04	1 522,77
III	1	140	10,16	1 540,97
	2	150	10,32	1 565,23
IV	1	160	10,67	1 618,32
	2	170	10,84	1 644,10

2. Personnel d'encadrement

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	TAUX HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (base 35 heures par semaine, soit 151,67 heures)
I	–	225	12,24	1 856,44
II	–	280	13,74	2 083,94
III	–	350	15,67	2 376,67

Article 2

Le présent avenant, dont les parties signataires demandent l'extension, prend effet le 1^{er} janvier 2017.

Un exemplaire en sera remis à chacune des organisations signataires et déposé conformément aux dispositions légales en vigueur.

Fait au Puy-en-Velay, le 24 janvier 2017.

(Suivent les signatures.)